ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques et du Plan, le 6 avril 1990, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant approbation et exécution de la Convention internationale portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, faite à Bruxelles, le 18 décembre 1971, et du Protocole à cette Convention, fait à Londres le 19 novembre 1976", a donné le 17 décembre 1990 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 6 april 1990 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken en het Plan verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende goedkeuring en uitvoering van het internationaal Verdrag ter oprichting van een internationaal fonds voor vergoeding van schade door verontreiniging door olie, opgemaakt te Brussel op 18 december 1971, en van het Protocol bij dit Verdrag, opgemaakt te Londen op 19 november 1976", heeft op 17 december 1990 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 1er.

Le texte néerlandais de cet article devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2.

Le texte néerlandais de cet article devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3.

En vertu de l'article 2, § 2, de la Convention, "dans chaque Etat contractant, le Fonds est reconnu comme une personne juridique pouvant, en vertu de la législation de cet Etat, assumer des droits et obligations et être partie à toute action engagée auprès des tribunaux dudit Etat".

Il n'apparaît pas nécessaire d'indiquer, dans le texte de l'article 3, les conséquences de la reconnaissance, au Fonds, de la personnalité juridique. Au demeurant, s'agissant d'une personne morale, sa capacité est évidemment spéciale, limitée à l'exercice des activités que lui fixe son acte constitutif.

.../...

Dès lors, l'alinéa 1er de l'article 3 peut être rédigé comme suit :

"Art. 3. La personnalité juridique est reconnue au Fonds".

Article 5.

Dans l'alinéa 2, les termes "sans préjudice des dispositions de l'alinéa 1er" doivent être omis.

Le début de l'alinéa 2 serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Lorsqu'une action en réparation est intentée ...".

Article 6.

De l'accord du fonctionnaire délégué, il est proposé d'insérer les mots ", lors d'un dommage par pollution" entre les termes "faire valoir," et "à l'égard de", pour éviter toute erreur d'interprétation concernant le champ d'application de la disposition en projet.

Article 7.

Alinéa 2.

A l'alinéa 2, il est prévu que "le Roi règle la détermination (...) des contributions initiales et annuelles ...".

Cette disposition est à rapprocher, aux yeux du fonctionnaire délégué, de la règle 3 du règlement intérieur du Fonds, qui précise que l'administrateur peut demander à un contributaire de verser ses contributions (initiales ou annuelles) dans la monnaie nationale de l'Etat sur le territoire duquel les hydrocarbures ont été reçus. Il en était déduit que le Roi pourrait convertir les contributions en francs belges.

Interrogé sur l'étendue des pouvoirs que l'on entend exactement conférer au Roi, le fonctionnaire délégué a consulté l'administrateur du Fonds sur la portée de cette disposition du règlement intérieur et sur son application dans la pratique.

Selon l'administrateur, "la règle principale est que les contributions initiales et annuelles sont payables dans la monnaie nationale de l'Etat hôte du Fonds (à savoir en livres sterling). Pour ce qui est des contributions initiales, cette règle a toujours été suivie.

Cette faculté a été utilisée une fois par l'administrateur en ce qui concerne les contributions annuelles, dans un cas où le Fonds devait, quelques semaines après la date du paiement des contributions annuelles, verser des indemnités à des victimes dans le pays en question. Dans ce cas, il a été considéré peu pratique que les contributaires de ce pays paient leurs contributions en livres sterling et que l'administrateur, presque immédiatement après, utilise les montants reçus en livres sterling pour acheter de la monnaie de cet autre pays.

Il convient d'ajouter que le Gouvernement ne peut pas demander aux contributaires situés sur son territoire d'effectuer le paiement des contributions au Fonds en monnaie nationale (autre que la livre sterling). L'administrateur seul est habilité de prendre une décision à cet effet".

Le législateur belge ne pourrait donc pas conférer au Roi le pouvoir de "déterminer" les contributions dues, fût-ce sous la forme d'une simple conversion monétaire; les mots "la détermination et" doivent, en conséquence, être omis de l'alinéa 2, de l'accord du fonctionnaire délégué.

Alinéa 3.

Cette disposition du projet de loi définit la "personne associée" en se référant aux termes de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises (annexe à l'arrêté, chapitre II, IV, A). Si la

définition contenue dans l'arrêté royal venait à être modifiée, des difficultés d'interprétation, voire d'application, de la loi présentement examinée ne manqueraient pas de survenir. Il est dès lors suggéré soit de définir directement dans le dispositif de la loi le concept de personne associée, soit de donner au Roi le pouvoir d'arrêter la définition; l'arrêté royal précité de 1976 pourrait évidemment inspirer les auteurs de la définition à élaborer pour l'exécution de la convention. Enfin, pour rendre la compréhension du dispositif plus facile, l'alinéa 1er devrait être complété par l'introduction dudit concept.

L'article 7 pourrait, dès lors, être rédigé de la manière suivante :

"Art. 7. Le Roi règle les modalités de recouvrement des contributions initiales et annuelles dues, en vertu de l'article 10 de la Convention, par toute personne qui reçoit, sur le territoire blege, des hydrocarbures donnant lieu à contribution.

Par "personne associée", au sens de l'article 10, § 2, de la Convention, il faut entendre ...".

Article 9.

Au paragraphe 2, les mots "de déclarer les quantités d'hydrocarbures donnant lieu à contribution qu'elle a reçues au cours de l'année civile précédente" sont inutiles et doivent être omis.

Le début du paragraphe 2 serait rédigé comme suit :

"§ 2. Lorsqu'une personne ne remplit pas ou remplit tardivement l'obligation visée à l'article 8 du présent arrêté ...".

Au paragraphe 3, l'établissement de la liste visée par cette disposition est un élément essentiel du mécanisme d'application de la Convention, puisqu'elle permettra de déterminer qui sont les assujettis et quelle est l'assiette de leur contribution. La liste faisant "foi jusqu'à preuve contraire", en vertu de l'article 15, alinéa 3, de la Convention, il importe que les intéressés soient informés de la suite réservée par le ministre aux observations qu'ils pourraient présenter conformément à l'article 9, § 3, alinéa 2, du projet. Ce paragraphe mériterait d'être complété par un troisième alinéa, rédigé comme suit :

"Le ministre informe la personne concernée de la suite réservée à ses observations, par lettre recommandée à la poste, dans un délai de (...) jours prenant cours (...)" (délai et dies a quo à déterminer).

La sécurité juridique commande également que le point de départ du délai dans lequel la liste communiquée à l'administrateur du Fonds n'est plus modifiable, soit réglé de telle façon que le ministre ne se trouve pas dans l'impossibilité juridique de réserver une suite favorable aux observations justifiées qu'aurait présentées la personne concernée; tel pourrait être le cas, selon le texte en projet, si le délai de dix jours visé à l'alinéa 1er du paragraphe 3 n'était pas respecté. Sans doute conviendrait-il de prévoir une notification simultanée des communications à l'administrateur du Fonds et à l'assujetti pour prévenir toute difficulté.

Le paragraphe 3, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Sur ces communications ... dix jours après qu'elle en a été informée conformément à l'alinéa 1er. Le Ministre ... observations. Ce délai expiré, aucune modification ...".

Article 10.

Cette disposition a pour objet de permettre au ministre des Affaires économiques de vérifier l'exactitude des indications relatives aux quantités d'hydrocarbures mentionnées dans leur rapport par les assujettis et éventuellement de déterminer ces quantités, lorsqu'un assujetti omet de le faire.

Si l'intention des auteurs du projet est bien, comme l'expose le fonctionnaire délégué, de permettre un échange d'informations entre l'Administration des douanes et l'Administration de l'énergie du Ministère des Affaires économiques, concernant les déclarations en douane effectuées lors de l'importation d'hydrocarbures, afin de vérifier les rapports établis par les assujettis ou, le cas échéant, d'établir d'office la déclaration d'un assujetti défaillant, l'article 10 devrait comprendre un alinéa supplémentaire prévoyant expressément cette faculté.

A la fin de l'alinéa 2, il y a lieu de remplacer les mots "sur autorisation du juge du tribunal de police ou du procureur du Roi" par les mots "sur autorisation du juge d'instruction ou du président du tribunal de première instance saisi par requête".

En effet, le procureur du Roi, compétent pour intenter des poursuites répressives, serait partie à l'instance pénale en cas de violation de domicile et ne pourrait pas, dès lors, accorder une autorisation d'accès à des locaux privés. Quant au juge de police, il n'entre pas dans sa compétence de juger de telles infractions, ce qui exclut qu'il puisse se prononcer sur l'autorisation envisagée.

Le début de l'alinéa 2 serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Ces fonctionnaires et agents peuvent pénétrer librement dans les locaux ...".

Article 11.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 11. Les infractions à l'article 10 de la Convention, commises par toute personne qui reçoit sur le territoire belge des hydrocarbures donnant lieu à contribution, de même que les infractions aux articles 7, 8, 9 et 10, alinéa 3, de la présente loi et aux arrêtés pris en vue de son exécution, sont punies ...".

Dans le texte néerlandais des alinéas 2 et 3 de l'article 11, le mot "inbreuken" doit être remplacé par le mot "overtredingen".

Article 12.

Dans un souci d'uniformisation entre l'article 7 et l'article 12 et entre les deux alinéas de l'article 12, il convient d'omettre le mot "morales" dans l'alinéa 1er de l'article en projet.

La référence à la Convention est dénuée de portée juridique, les dispositions du traité ne définissant pas des infractions qui auraient une existence propre par rapport aux infractions établies dans la loi et ses arrêtés d'exécution.

Il faut donc omettre les mots "de la Convention" dans l'alinéa 2 de l'article en projet.

Article 13.

La phrase liminaire doit mentionner les dispositions modificatives. Elles serait donc rédigée de la manière suivante :

"Art. 13. L'article 569, alinéa 1er, du Code judiciaire, modifié par les lois des 7 mai 1973, 20 mai 1975, 28 mars 1984, 28 juin 1984, 11 avril 1989 et 10 janvier 1990 est complété comme suit :".

L'alinéa 2 devrait être rédigé de la manière suivante :

"Dans l'article 569, alinéa 2, du Code judiciaire, modifié par la loi du 28 juin 1984 ..." (la suite comme au projet).

Article 14.

En vertu de l'article 39 de la Convention, tout Etat doit, lors du dépôt de l'instrument de ratification, communiquer au Fonds la liste des personnes qui seraient tenues de contribuer ainsi que les quantités d'hydrocarbures reçues par ces personnes.

Pour que cette obligation conventionnelle puisse être respectée, il importe que certaines dispositions de la loi portant approbation et exécution de la convention

entrent en vigueur avant le dépôt dudit instrument. Des mesures d'exécution plus précises, sous la forme d'un arrêté royal pris en vertu de l'article 7 du projet de loi, sont, en effet, nécessaires pour permettre de dresser la liste des importateurs et des quantités importées.

De l'accord du fonctionnaire délégué, il est proposé, dès lors, de modifier l'article 14 du projet de loi comme suit :

"Art. 14. Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi".

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 1.

De Nederlandse tekst van artikel 1 moet worden geredigeerd als volgt : "Het Internationaal Verdrag ... en het Protocol bij dit Verdrag, ..., zullen volkomen gevolg hebben".

Artikel 2.

De Nederlandse tekst van artikel 2 zou moeten worden geredigeerd als volgt :

"Art. 2. Voor de toepassing van deze wet moet worden verstaan onder :

a. Verdrag : het Internationaal Verdrag ...

...

d. Verdrag inzake de burgerlijke aansprakelijkheid : het Internationaal Verdrag inzake de burgerlijke aansprakelijkheid voor schade door verontreiniging door olie, ...

e. Minister : de minister tot wiens bevoegdheid de energie behoort".

Artikel 3.

Krachtens artikel 2, § 2, van het Verdrag wordt "het Fonds in elke verdragsluitende Staat erkend als een rechtspersoon, die ingevolge de wetten van die Staat bevoegd is rechten en plichten te aanvaarden en partij te zijn bij gedingen voor de gerechten van die Staat".

Het blijkt dus niet nodig te zijn in de tekst van artikel 3 de gevolgen aan te geven van de toekenning van rechtspersoonlijkheid aan het Fonds. Trouwens, aangezien het om een rechtspersoon gaat, is de bevoegdheid ervan uiteraard een handelingsbevoegdheid die beperkt is tot de uitoefening van activiteiten die er in de akte van oprichting voor zijn vastgesteld.

Bijgevolg kan het eerste lid van artikel 3 worden geredigeerd als volgt :

"Art. 3. Het Fonds wordt als rechtspersoon erkend".

Artikel 5.

In het tweede lid moeten de woorden "onverminderd de bepalingen van het eerste lid" vervallen.

Het tweede lid zou beter worden geredigeerd als volgt :

.../...

"Wanneer tegen een eigenaar of zijn gerant een vordering tot schadevergoeding wordt ingesteld bij de rechtbank van eerste aanleg van Brussel, overeenkomstig artikel IX van het Verdrag inzake de burgerlijke aansprakelijkheid, kan iedere procespartij van die vordering aan het Fonds kennis geven bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs".

Artikel 6.

De gemachtigde ambtenaar is het eens met het voorstel om de woorden "in geval van schade door verontreiniging" in te voegen tussen de woorden "vergoede persoon" en "kan laten (lees : doen) gelden", om interpretatiefouten omtrent de werkingssfeer van de ontworpen bepaling te voorkomen.

Artikel 7.

Tweede lid.

In het tweede lid wordt bepaald : "De Koning regelt de vaststelling (...) van de aanvangs- en jaarlijkse bijdragen (...)".

Deze bepaling moet volgens de gemachtigde ambtenaar in verband worden gebracht met voorschrift 3 van het huishoudelijk reglement van het Fonds, dat bepaalt dat de beheerder aan een bijdrageplichtige kan vragen dat hij zijn

.../...

(aanvangs- of jaarlijkse) bijdragen stort in de nationale munt van de Staat op het grondgebied waarvan de olie is ontvangen. Daaruit werd afgeleid dat de Koning de bijdragen in Belgische frank zou kunnen omzetten.

Naar aanleiding van een vraag over de uitgebreidheid van de bevoegdheden die men precies aan de Koning wil verlenen, heeft de gemachtigde ambtenaar de beheerder van het Fonds om uitleg gevraagd over de strekking van die bepaling van het huishoudelijk reglement en over de toepassing ervan in de praktijk.

Volgens de beheerder "is de hoofdregel dat de aanvangsbijdragen en de jaarlijkse bijdragen moeten worden betaald in de nationale munt van het gastland van het Fonds (dat wil zeggen in pond sterling). Voor de aanvangsbijdragen is die regel altijd nageleefd.

De beheerder heeft één keer van de mogelijkheid gebruik gemaakt voor de jaarlijkse bijdragen, toen het Fonds enkele weken na de datum van betaling van de jaarlijkse bijdragen vergoedingen moest uitbetalen aan slachtoffers in het land in kwestie. In dat geval vond men het weinig praktisch dat de bijdrageplichtigen van dat land hun bijdragen in pond sterling zouden betalen en dat de beheerder de in pond sterling ontvangen bedragen vrijwel onmiddellijk daarna zou gebruiken om de munt van dat andere land te kopen.

Daar moet worden aan toegevoegd dat de Regering niet aan de op haar grondgebied gevestigde bijdrageplich-

tigen kan vragen dat ze hun bijdragen aan het Fonds in de nationale munt (die niet het pond sterling is) betalen. Alleen de beheerder is gemachtigd om daartoe een beslissing te nemen".

De Belgische wetgever kan dus niet aan de Koning de bevoegdheid verlenen om de verschuldigde bijdragen "vast te stellen", ook al is het maar in de vorm van een gewone omzetting in een andere munt. De woorden "de vaststelling en" moeten bijgevolg in het tweede lid vervallen; de gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

Derde lid.

In deze bepaling van het ontwerp van wet wordt de "geassocieerde persoon" gedefinieerd door te verwijzen naar de bewoordingen van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen (bijlage bij het besluit, hoofdstuk II, IV, A). Zou de in het koninklijk besluit vervatte definitie worden gewijzigd, dan zouden zeker moeilijkheden rijzen voor de interpretatie en zelfs voor de toepassing van de onderzochte wet. Daarom wordt voorgesteld ofwel het begrip "geassocieerd persoon" direct in het bepalend gedeelte van de wet te definiëren, ofwel aan de Koning de bevoegdheid te verlenen om de definitie vast te leggen; het genoemde koninklijk besluit van 1976 zou natuurlijk als voorbeeld kunnen dienen voor hen die de definitie moeten opstellen voor de uitvoering van het verdrag. Ten slotte zou het bedoelde begrip in het eerste lid moeten worden ingevoerd om de bepaling gemakkelijker te begrijpen te maken.

Artikel 7 zou dan kunnen worden geredigeerd als volgt :

"Art. 7. De Koning regelt de wijze van inning van de aanvangsbijdragen en de jaarlijkse bijdragen die krachtens artikel 10 van het Verdrag moeten worden betaald door iedere persoon die op Belgisch grondgebied bijdragende olie ontvangt.

Onder "geassocieerd persoon" in de zin van artikel 10, § 2, van het Verdrag, moet worden verstaan ...".

Artikel 9.

In paragraaf 2 moeten de woorden "om aangifte te doen van de hoeveelheden bijdragende olie die hij in de loop van het voorgaande kalenderjaar heeft ontvangen," als overbodig vervallen.

Het begin van paragraaf 2 zou beter worden geredigeerd als volgt :

"§ 2. Wanneer een persoon de in artikel 8 van dit besluit bedoelde verplichting niet of te laat nakomt, ...".

In paragraaf 3 vormt het opmaken van de in deze bepaling bedoelde lijst een wezenlijk bestanddeel van het mechanisme van de toepassing van het Verdrag, omdat aan de hand van die lijst zal kunnen worden bepaald wie de bijdrageplichtigen zijn en welke grondslag hun bijdrage heeft.

Aangezien de lijst krachtens artikel 15, derde lid, van het Verdrag "geldt als bewijs (...) totdat het tegendeel is bewezen", is het van belang dat de belanghebbenden op de hoogte worden gebracht van het gevolg dat de minister geeft aan de opmerkingen die ze hem eventueel doen geworden overeenkomstig artikel 9, § 3, tweede lid, van het ontwerp. De paragraaf zou beter kunnen worden aangevuld met een derde lid, geredigeerd als volgt :

"De minister brengt de belanghebbende persoon op de hoogte van het gevolg dat aan zijn opmerkingen is gegeven, bij een ter post aangetekende brief, binnen een termijn van (...) dagen ingaand op (...)" (termijn en dies a quo moeten worden bepaald).

De rechtszekerheid eist eveneens dat het uitgangspunt van de termijn waarin de aan de beheerder van het Fonds gestuurde lijst niet meer kan worden gewijzigd, zodanig wordt vastgesteld dat de minister niet in de juridische onmogelijkheid verkeert om een gunstig gevolg te geven aan de gerechtvaardigde opmerkingen die de belanghebbende persoon hem zou hebben doen geworden; dat zou volgens de ontworpen tekst het geval kunnen zijn als de in het eerste lid van paragraaf 3 bedoelde termijn van tien dagen niet zou worden nageleefd. Waarschijnlijk zou het, om moeilijkheden te voorkomen, goed zijn te zorgen voor een gelijktijdige kennisgeving van de mededelingen aan de beheerder van het Fonds en aan de bijdrageplichtige.

Paragraaf 3, tweede lid, zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Bij deze mededelingen ... zijn opmerkingen doen geworden bij een ter post aangetekende brief, binnen een termijn ... het eerste lid. De minister ... opmerkingen. Als die termijn verstreken is, kan in die mededelingen ...".

Artikel 10.

Deze bepaling heeft tot doel de minister van Economische Zaken in staat te stellen de juistheid te controleren van de gegevens betreffende de hoeveelheden olie die de bijdrageplichtigen in hun verslag hebben vermeld en eventueel die hoeveelheden vast te stellen, als een bijdrageplichtige heeft nagelaten dat te doen.

Volgens de gemachtigde ambtenaar is het wel degelijk de bedoeling van de stellers van het ontwerp om tussen de Administratie der Douane en de Administratie voor Energie van het ministerie van Economische Zaken uitwisseling van informatie mogelijk te maken in verband met de douane-aangiften die zijn gedaan bij de invoer van olie, om de door de bijdrageplichtigen opgemaakte verslagen te controleren of om, in voorkomend geval, van ambtswege de aangifte op te maken van een bijdrageplichtige die in gebreke is gebleven. In dat geval zou artikel 10 een aanvullend lid moeten krijgen dat uitdrukkelijk in die mogelijkheid voorziet.

Aan het slot van het tweede lid dienen de woorden "met de toelating van de politierechter of de procureur des Konings" te worden vervangen door de woorden "met machtiging

.../...

van de onderzoeksrechter of de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg bij wie een verzoekschrift is ingediend".

Immers, de procureur des Konings, die bevoegd is om strafvervolging in te stellen, zou in geval van huisvredebreuk partij zijn in het strafrechtelijk geding en zou dan ook geen machtiging kunnen verlenen voor toegang tot privé-lokalen. Wat de politierechter betreft, die is niet bevoegd om over dergelijke strafbare feiten te beslissen, wat uitsluit dat hij een beslissing zou kunnen nemen over de bewuste machtiging.

Het tweede lid zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Die ambtenaren en agenten kunnen vrij binnengaan in de lokalen waarvan ze redenen hebben om te geloven dat zich daar in het eerste lid bedoelde documenten, stukken of boeken bevinden. ...".

Artikel 11.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 11. Overtredingen van artikel 10 van het Verdrag die zijn begaan door iedere persoon die op Belgisch grondgebied bijdragende olie ontvangt, alsook overtredingen van de artikelen 7, 8, 9 en 10, derde lid, van deze wet en van de besluiten die zijn vastgesteld ter uitvoering ervan, worden

.../...

gestraft met gevangenisstraf van ... en met geldboete van ... of met één van die straffen alleen".

In de Nederlandse tekst van het tweede en het derde lid van artikel 11 moet ook het woord "inbreuken" worden vervangen door het woord "overtredingen".

Artikel 12.

Ter wille van de gelijkvormigheid tussen artikel 7 en artikel 12 en tussen de twee leden van artikel 12 dient het woorddeel "rechts" (persoon) te vervallen in het eerste lid van het ontworpen artikel.

De verwijzing naar het Verdrag heeft geen rechtsinhoud aangezien in de bepalingen van het Verdrag geen overtredingen worden gedefinieerd die een eigen bestaan zouden hebben ten opzichte van de overtredingen in de wet en in de uitvoeringsbesluiten ervan vastgesteld.

De woorden "het Verdrag" moeten dan ook vervallen in het tweede lid van het ontworpen artikel.

Artikel 13.

In de inleidende zin moeten de wijzigingsbepalingen worden vermeld. Die zin zou dan geredigeerd zijn als volgt :

.../...

"Art. 13. Artikel 569, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 7 mei 1973, 20 mei 1975, 28 maart 1984, 28 juni 1984, 11 april 1989 en 10 januari 1990, wordt aangevuld als volgt :".

Het tweede lid zou moeten worden geredigeerd als volgt :

"In artikel 569, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1984, ..." (voorts zoals in het ontwerp).

Artikel 14.

Krachtens artikel 39 van het Verdrag moet een Staat bij de neerlegging van de akte van bekrachtiging, aan het Fonds de lijst bezorgen van de personen die verplicht zouden zijn aan het Fonds bij te dragen, alsook de hoeveelheden door die personen ontvangen olie opgeven.

Om die bij het Verdrag bedongen verplichting te kunnen nakomen, is het van belang dat sommige bepalingen van de wet houdende goedkeuring en uitvoering van het Verdrag in werking treden voordat de genoemde akte wordt neergelegd. Er zijn immers uitdrukkelijker uitvoeringsmaatregelen, in de vorm van een koninklijk besluit vastgesteld krachtens artikel 7 van het ontwerp van wet, nodig voor het opmaken van de lijst van de importeurs en van de ingevoerde hoeveelheden.

De gemachtigde ambtenaar is het eens met het voorstel om artikel 14 van het ontwerp van wet bijgevolg te wijzigen als volgt :

"Art. 14. De Koning stelt voor elke bepaling van deze wet de dag vast waarop ze in werking treedt".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, président de chambre,
kamervoorzitter,

M. LEROY, conseiller d'Etat,
staatsraad,

J. DE GAVRE, assesseurs de la
section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. I. KOVALOVSZKY, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. I. KOVALOVSZKY, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.